

**RAPPORT N° 2024/6-01**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET**

**TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN MONSEIGNEUR DE LANGAVANT (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET SUR LE CHEMIN MARENCOURT (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU ET LE DEPARTEMENT**

**Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

L'amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.






L'amélioration des performances hydrauliques des réseaux d'eau potable permet également de répondre aux enjeux majeurs d'aménagement et de développement économique pour faire face à l'évolution démographique et accompagner les projets de territoire.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les travaux de pose de réseau public d'eau potable sur le chemin Monseigneur de Langavant (commune de Saint-Denis) et sur le chemin Marencourt (commune de Sainte-Suzanne).

Le projet de travaux est défini de la façon suivante :

	Type d'opération	Linéaire	Caractéristiques des futurs réseaux	Coût prévisionnel (en euros hors taxe)
<b>Chemin Marencourt</b> <b>Commune de Sainte-Suzanne</b>	Dévoiement	884 ml	Fonte diamètre 150 mm PEHD diamètre 50 mm PEHD diamètre 75 mm	247 302,90 €
<b>Chemin Monseigneur de Langavant</b> <b>Commune de Saint-Denis</b>	Renforcement et suppression de doublons	990 ml	Fonte diamètre 200 mm Fonte diamètre 150 mm	502 466,14 €
<b>Total</b>				<b>749 769,04 €</b>

Les travaux à réaliser comprennent principalement :

-  Les fouilles en tranchée ;
-  La pose de canalisations et d'équipements hydromécaniques ;
-  La pose de branchements particuliers ;
-  La suppression des réseaux vétustes ;
-  La réfection de tranchée et trottoirs.

Par délibération du 29 octobre 2024, l'Office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la sollicitation de la CINOR pour le financement de ces travaux dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2022-2027 complété par un soutien du Département.

Leur conseil d'administration a validé la demande de subvention de la manière suivante :

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-01-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Travaux	Financier	Montant HT du projet	Montant des dépenses éligibles	Taux intervention sur les dépenses éligibles	Montant de la subvention
TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN MONSEIGNEUR DE LANGAVANT (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET SUR LE CHEMIN MARENCOURT (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE)	Office de l'Eau	749 769.04 €	554 100.00 €	50 %	277 050.00 €
	Département			10 %	55 410.00 €

L'Office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à ces travaux et valide le plan de financement définitif.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établit comme suit :

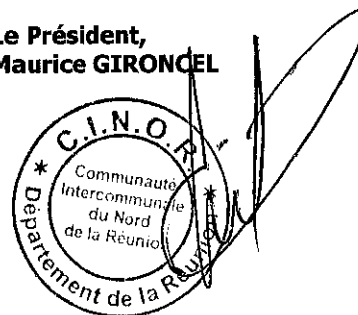
<b>PLAN DE FINANCEMENT</b> <b>TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN MONSEIGNEUR DE LANGAVANT (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET SUR LE CHEMIN MARENCOURT (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE)</b>		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	37.76 %	277 050.00 €
Département Convention cadre pour l'amélioration des rendements des réseaux d'eau et le stockage d'eau pluviale	7.55 %	55 410.00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	54.69 %	417 309.04 €
TOTAL (HT)		749 769.04 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de pose de réseau public d'eau potable sur le chemin Monseigneur de Langavant (commune de Saint-Denis) et sur le chemin Marencourt (commune de Sainte-Suzanne) ;
- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **277 050,00 € HT** sur la base du montage financier précédent ;
- accepter la subvention attribuée par le Département d'un montant de **55 410,00 € HT** sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **417 309,04 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-01-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**DECISION N°2024/6-01  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET**

**TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN MONSEIGNEUR DE LANGAVANT (COMMUNE DE SAINT-DENIS) ET SUR LE CHEMIN MARENCOURT (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) – VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU ET LE DEPARTEMENT**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-01-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de pose de réseau public d'eau potable sur le chemin Monseigneur de Langavant (commune de Saint-Denis) et sur le chemin Marencourt (commune de Sainte-Suzanne).

PLAN DE FINANCEMENT TRAVAUX DE POSE DE RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE SUR LA ROUTE NATIONALE 102 SITUEE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE ET CHEMIN BRAS DE FER SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (€ HT)
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	37.76 %	277 050.00 €
Département Convention cadre pour l'amélioration des rendements des réseaux d'eau et le stockage d'eau pluviale	7.55 %	55 410.00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	54.69 %	417 309.04 €
TOTAL (HT)		749 769.04 €

**ARTICLE 2**

D'accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **277 050,00 € HT** sur la base du montage financier précédent

**ARTICLE 3**

D'accepter la subvention attribuée par le Département d'un montant de **55 410,00 € HT** sur la base du montage financier précédent.

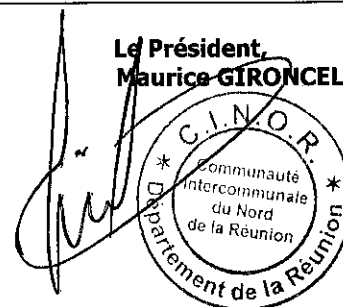
**ARTICLE 4**

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **417 309,04 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde **123 DEC 2024**

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-BC2024-6-01-DE  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024